

# Témoignages

JOURNAL FONDÉ EN 1944 PAR LE DR RAYMOND VERGÈS

JOURNAL FONDÉ LE 5 MAI 1944 PAR LE DOCTEUR RAYMOND VERGÈS

N°21648 - 80ÈME ANNÉE

## CHIKUNGUNYA À LA RÉUNION : LE BTI POUR LUTTER CONTRE LES MOUSTIQUES EN PROTÉGANT L'ENVIRONNEMENT



**Selon une déclaration de l'Agence régionale de Santé de La Réunion, le virus du chikungunya serait de retour dans notre île et circulerait « à bas-bruit ». L'été approche. Il correspond à la saison des pluies. Chaleur et humidité favorisent la prolifération des moustiques. Pourquoi alors ne pas lancer une grande campagne de lutte contre les moustiques en utilisant le Bti, un produit inoffensif pour l'environnement ?**

Selon l'Agence régionale de Santé, le risque d'une épidémie de chikungunya n'est pas à écarter. La confirmation vendredi d'une personne infectée par ce virus à Saint-Louis sans avoir été en contact avec le foyer détecté à Saint-Gilles les Bains laisse supposer une circulation du chikungunya. Ceci rappelle de mauvais souvenirs aux Réunionnais. Maladie tropicale transmise par les moustiques, le chikungunya était réapparu dans notre île en 2005. Faute de mesures adéquates prises par les autorités sanitaires, l'arrivée de l'été entraîna une catastrophe sanitaire, économique et écologique. Plus de 260 000 personnes furent contaminées, plus de 200 décédées,

l'environnement fut dégradé par l'épandage massif d'insecticides chimiques. L'activité du tourisme chuta considérablement, tout comme la confiance, un des moteurs de l'économie.

Les premiers cas sont détectés en ce mois de septembre. Il importe d'agir rapidement avant l'été. L'arrivée de la chaleur et de la saison des pluies favoriseront la prolifération des moustiques, vecteurs du chikungunya.

Avant que l'épidémie de chikungunya devienne une catastrophe en 2006, le PCR plaidait en 2005 pour l'utilisation de solutions biologiques inoffensives pour l'environnement afin d'éviter le pire. Les communistes ne furent pas écoutés, avec les conséquences que tout le monde doit connaître aujourd'hui. Parmi les méthodes proposées, le PCR avançait l'idée d'utiliser le Bti. Cette demande fut relayée au plus haut niveau par Gélita Hoarau, sénatrice du Parti communiste réunionnais.

Fort de l'expérience de 2006, les autorités sanitaires ne devraient pas négliger cette possibilité. Elle a en effet le mérite de lutter contre la prolifération des moustiques tout en protégeant l'environnement.

L'été est également le temps fort de la saison touristique à La Réunion. Il ne faudrait pas qu'une nouvelle épidémie fasse fuir les touristes potentiels. Le manque à gagner sera en effet payé par des emplois réunionnais menacés.

**M.M.**

## UN RAPPORT DE L'ONU APPELLE À UNE ACTION MONDIALE IMMÉDIATE POUR COMBLER LES ÉCARTS CRITIQUES ENTRE HOMMES ET FEMMES

**Investir dans les femmes et les filles et mettre un terme à la discrimination est essentiel pour respecter les promesses du Programme de développement durable à l'horizon 2030**

La dernière édition du rapport Progrès vers la réalisation des objectifs de développement durable : Gros plan sur l'égalité des sexes 2024, publié aujourd'hui par ONU Femmes et le Département des affaires économiques et sociales des Nations Unies, souligne les progrès réalisés à l'échelle mondiale en matière d'égalité entre les sexes et d'autonomisation des femmes et des filles.

Les femmes détiennent un siège sur quatre au parlement, une avancée notable par rapport à dix ans plus tôt. La part de femmes et de filles vivant dans l'extrême pauvreté est enfin passée sous la barre des 10 %, après avoir considérablement augmenté pendant la pandémie de COVID-19. Jusqu'à 56 réformes législatives cherchant à combler les écarts entre les sexes ont été adoptées dans le monde entier depuis la publication du premier rapport de cette série.

Les données présentées dans le rapport montrent toutefois qu'aucun des indicateurs ou sous-indicateurs de l'objectif de développement durable 5 (relatif à l'égalité entre les sexes) n'a encore été atteint. Au rythme actuel, la parité entre les sexes au parlement reste un rêve lointain, potentiellement irréalisable jusqu'en 2063. Il faudra encore 137 longues années pour sortir toutes les femmes et toutes les filles de la pauvreté. Et près d'une fille sur quatre

continue d'être mariée avant d'atteindre l'âge adulte.

Alors que les dirigeantes et dirigeants mondiaux préparent le Sommet de l'avenir prévu les 22 et 23 septembre prochains, ils sont invités à trouver un nouveau consensus international pour combler l'écart entre les sexes, assurer l'égalité des sexes et promouvoir l'autonomisation et les droits de toutes les femmes et de toutes les filles – un objectif distant, mais réalisable.

« *Le rapport publié aujourd'hui révèle une vérité indéniable : les progrès sont réalisables, mais pas assez rapides* », a déclaré Sima Bahous, Directrice exécutive d'ONU Femmes. « *Nous devons continuer à faire avancer l'égalité entre les sexes pour respecter l'engagement pris par les dirigeantes et dirigeants mondiaux lors de la Quatrième conférence mondiale sur les femmes, organisée à Beijing il y a presque 30 ans, et dans le cadre du Programme de développement durable à l'horizon 2030. Unissons-nous pour continuer à faire tomber les obstacles auxquels se heurtent les femmes et les filles et pour bâtir un avenir où l'égalité entre les sexes n'est pas seulement une aspiration, mais une réalité.* »

Le rapport insiste sur le coût stupéfiant des inégalités entre les genres. Par exemple, le coût global annuel des pays qui ne parviennent pas à éduquer correctement leurs jeunes populations dépasse les 10 billions de dollars. Les pays à revenu faible et intermédiaire peuvent perdre 500 milliards de dollars supplémentaires au cours des cinq prochaines années en ne comblant pas l'écart numérique entre les sexes.

« *Le coût de l'inaction en matière d'égalité entre les sexes est immense, et les récompenses liées à sa réalisation sont bien trop importantes pour être ignorées. Nous ne pouvons réaliser le Programme de développement durable à l'horizon 2030 qu'avec la participation pleine et égale des femmes et des filles à tous les aspects de la société* », a déclaré Li Junhua, Secrétaire

général adjoint des Nations Unies aux affaires économiques et sociales.

Le rapport contient une série complète de recommandations pour éliminer les inégalités entre les genres dans le cadre des 17 objectifs de développement durable. En ce qui concerne les réformes législatives, par exemple, le rapport souligne que les pays dotés d'une législation sur les violences domestiques affichent des taux plus faibles de violences de la part d'un partenaire intime (9,5 %) que ceux qui en sont dénués (16,1 %).

Le rapport appelle à une action décisive lors du Sommet pour l'avenir, organisé les 22 et 23 septembre prochains, et à l'occasion du 30e anniversaire de la Déclaration et du Programme d'action de Beijing en 2025 ; à la multiplication des investissements et à l'élimination de toute discrimination à l'égard des femmes et des filles ; et au respect des promesses du Programme de développement durable à l'horizon 2030.

## LA CINOR SOUTIENT LE TISSU ÉCONOMIQUE RÉUNIONNAIS

**Le 18 septembre 2024, la communauté intercommunale du nord de La Réunion (Cinor), organise la journée SBA (Small Business Act) à la Nordev à Saint-Denis, afin de permettre aux chefs d'entreprises d'accéder aux prochains appels d'offres.**

Ce sera également l'occasion pour les entrepreneurs de se faire connaître auprès de neuf acheteurs publics et privés, dont La Cinor, la Région, le Département, les villes de Saint-Denis et Sainte-Suzanne, l'Aéroport Roland Garros, la SHLMR, les FAZSOI, et la SPL Territor'arts.

### Une journée dédiée aux acteurs du BTP

En 2013, la Cinor et les organisations professionnelles (CGPME, FR du BTP, CAPEB, SYNTHÈRE, ADIR) ont signé une convention de partenariat de "Small Business Act" ou

autrement dit "*Stratégie de Bon Achat*". Cette convention vise à "*mobiliser toutes les possibilités légales actuellement disponibles afin d'améliorer la capacité des TPE et PME locales à concourir à ses différents marchés publics*". Mais surtout à faciliter l'accès de ces entreprises à la Commande publique, améliorer les conditions d'exécution financière des marchés et promouvoir le développement économique et l'emploi.

En effet, les TPE/PEM représentent 96% des entreprises à La Réunion et des milliers d'emplois sont à la clé. Une crise prolongée du BTP pourrait avoir un lourd impact économique et sociale à La Réunion. Raisons pour lesquelles, la Cinor organise une grande journée de rencontre entre les acheteurs et les entreprises, le 18 septembre à la Nordev, à partir de 7h45.

### Préserver l'économie réunionnaise

Dans le cadre de son programme "Terre d'avenir 2030", la Cinor tient à préserver et pérenniser les entreprises locales et notamment à assurer le maintien des emplois à La Réunion. Pour cela, l'institution va présenter ses investissements dans les infrastructures de transport, dans le développement économique via l'aménagement de zones d'activités, ainsi que dans les domaines de l'eau potable, de l'assainissement, de la gestion des milieux aquatiques et de la protection contre les inondations. Ces projets permettront aux acteurs du BTP, en pleine crise, de sortir la tête de l'eau et notamment de profiter d'une programmation pluriannuelle des investissements pour la période 2024-2026 de 195 millions d'euros en matière de travaux, dont 57 millions de prévues pour l'année 2024.

Cette programmation devrait avantager les TPE/PME, qui ont profité en 2023 de 72 millions d'euros d'achats. En adhérant à la charte "Relations Fournisseurs et Achats Responsables" (RAFAR), la Cinor s'est engagée à instaurer "une relation partenariale dans ses actes d'achat". Cette relation est basée sur la confiance mutuelle et la promotion des relations durables et équilibrées entre acheteurs et fournisseurs.

La Cinor s'est aussi engagée à réduire les délais de paiement des factures, et à résoudre dans le dialogue les litiges liés à l'exécution des marchés publics, via un dispositif de médiation intégré dans tous les futurs marchés.



## Lintélizanss anlèr dann noute péi... Mé niyaz lour dann noute syèl blè.

**Mézami i spass pa d'zour san ké ni oi in manifestassion lintélizanss rényonéz an akssion dann noute péi, dann toute domène bann rényoné i amontr zot ossi zot néna inn par lo jéni noute pèp rényoné si tèlman ni pé komanss kroir lo dévlopman noute péi lé possib.**

Nou lé kontan kan i parl lo thé blan, la vaniye blé, lo kafé bourbon pwinti, la byèr spéssyal fé avèk bann rassine nou néna shé nou. Ni suiv avèk kontantman bann zéssploi kissoi dann léspor, kissoi dann la vi kiltirèl, kissoi dann toute domenn laktivité imène. Nou lé étoné par sak bann rényoné di monde lé kapab fèr dann bann péi étranç.

Toudinkou ni mète a kroir noute péi i sava gingn fé son dékolaz ékonomik, in pé tar mé tanpi o mwinss ni avanss astèr. Mé oila vitman-vitman la réalitèi ratrape anou ; toute signal d'alarme noute zoinal épi noute

parti i signal dopi lontan lé ankòr la zordi mèm bann nouvo signal i aparète dann noute syèl rényoné é la mizèr k'i kontinyé akable plizantpliss demoune dan noute péi.

In zoinal i fèrm .In konpagni lavyassion lé an danzé. Bann kapitaliss déor i trène la Réjyon dovan lo tribinal administratif, in l'assossyassion sar pétète talèr an likidassion zidissyèr ,néna touzour pliss san mil zilétré, noute prodikssion kann lé pa sové, in gran transh popilassion lé dann shomaz é lo spèkte lo gran ranplassman i toke dsi noute baro.

Sinp pti nyaz osinonsa siklone anonssé ? Rolé passé korèktoman osinonsa rolé mal passé ? Nou sré pa ankòr in kou dann la zone tanpète ? A sirvéyé konm lé dsi l'fé.

A bon antandèr salu !

**Justin**

## Témoignages

Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergès  
74ème année

Directeur de publication :

1944-1947 : Roger Bourdageau; 1947-1957: Raymond Vergès;  
1957-1964: Paul Vergès; 1964-1974: Bruny Payet; 1974-1977:  
Jean Simon Mounoussany Amourdom; 1977-1991: Jacques  
Sarpédon; 1991-2008: Jean-Marcel Courteaud; 2008-2015:  
Jean-Max Hoarau; 2015: Ginette Sinapin

6 rue du général Emile Rollad  
B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX  
Rédaction

Tél.: 0262 55 21 21 - Email : [redaction@temoignages.re](mailto:redaction@temoignages.re)

Site Web: [www.temoignages.re](http://www.temoignages.re)

Tél : 02 62 55 21 21

Publicité: [publicite@temoignages.re](mailto:publicite@temoignages.re)

CPPAP: 0916Y92433